



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/840  
12 décembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-cinquième session  
Points 46, 47, 48, 56 a) et m)  
et 72 de l'ordre du jour

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS NUCLEAIRES EXPERIMENTALES

AMENDEMENT DU TRAITE INTERDISANT LES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES DANS  
L'ATMOSPHERE, DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET SOUS L'EAU

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE  
DES ESSAIS NUCLEAIRES

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET : NOTIFICATION DES ESSAIS NUCLEAIRES

INTERDICTION DE DEVERSER DES DECHETS RADIOACTIFS

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

Lettre datée du 28 novembre 1990, adressée au Secrétaire général par  
les Représentants permanents du Chili, de la Colombie, de l'Equateur  
et du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom des membres de la Commission permanente du Pacifique Sud, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration ci-jointe, en date du 22 novembre 1990, émanant du secrétariat général de la Commission, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 46, 47, 48, 56 a) et m) et 72 de l'ordre du jour (voir l'annexe).

Réaffirmant les déclarations faites dans leurs communications antérieures du 15 juin (A/45/314), des 9 et 11 juillet et du 21 novembre 1990 (A/45/339, A/45/352 et A/45/804), les membres de la Commission permanente du Pacifique Sud condamnent catégoriquement, une fois de plus, les explosions nucléaires expérimentales menées

38

A/45/840

Français

Page 2

par la France, qui mettent en danger le milieu marin et ses ressources et qui sont incompatibles avec les récents accords européens de désarmement qui ont été adoptés au Sommet de Paris.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Colombie  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Enrique PEÑALOSA

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Equateur  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) José AYALA-LASSO

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Chili  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Juan SOMAVIA

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Pérou  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Ricardo LUNA

ANNEXE

Déclaration de la Commission permanente du Pacifique Sud

Hier, 22 novembre 1990, la France a effectué une nouvelle explosion nucléaire dans l'atoll de Mururoa.

Cette explosion, la sixième de la série de 1990, a eu lieu quelques jours seulement après la précédente, qui avait amené la Commission permanente du Pacifique Sud à faire la déclaration du 16 novembre; le secrétariat général réitère donc intégralement ladite déclaration, dans les termes les plus catégoriques, conformément au mandat qu'il a reçu de la Commission permanente et en application de la politique énoncée conjointement par les ministres des relations extérieures des Etats membres de la Commission dans la Déclaration de Viña del Mar, en date du 10 février 1984, à savoir que ces Etats sont opposés aux explosions nucléaires et au déversement de déchets radioactifs dans le bassin du Pacifique, et entendent protéger son environnement et ses ressources.

Il est surprenant que l'on continue à procéder à ces explosions nucléaires alors que la "guerre froide" est terminée et tout juste trois jours après la signature solennelle de l'historique Traité de Paris, qui prévoit une réduction sensible des forces armées en Europe, et à un moment où des initiatives sont prises en vue du désarmement dans le bassin du Pacifique.

Le secrétariat général de la Commission permanente du Pacifique Sud réclame énergiquement que, en accord avec cette intensification du processus d'affermissement de la paix et du désarmement général, il soit mis immédiatement et définitivement un terme à ces inquiétantes expériences nucléaires dans le bassin de l'Océanie.

Santiago, le 23 novembre 1990

-----